

**2**  
LA GAUCHE AU SERVICE  
DU LOGEMENT

**3**  
RÉPONDRE À LA CRISE  
DES RÉFUGIÉS

**4**  
RÉGIONALES :  
NOS 9 PROPOSITIONS



## PLUS QU'UN MOIS !

Il reste une trentaine de jours avant le deuxième tour. Les élections régionales, ce dernier rendez-vous électoral avant 2017 sont donc cruciales. Il s'agit de poursuivre le travail de justice sociale, de développement économique et de transition écologique engagée dans nos territoires de puis plusieurs années.

Les socialistes ont prouvé par leur travail dans les régions que le procès en illégitimité que la droite leur fait depuis toujours était infondé. Voilà pourquoi, elle a tenté de les asphyxier en leur transférant plus de compétences tout en serrant les finances. Voilà aussi pourquoi la droite avait tenté de ruser en inventant le conseil territorial... Malgré cela, socialistes, communistes et écologistes ont changé nos régions pour le bien de nos concitoyens. Il faut qu'ils continuent. Nous ne devons pas laisser nos territoires à la droite car ce serait un retour en arrière.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? La droite présente partout des programmes contradictoires avec des mesures qui soit existent déjà, soit contredisent sa volonté de réduire les dépenses, soit sont aujourd'hui l'inverse de ce qu'elles étaient hier dans la bouche des mêmes... Surtout, elle a décidé de jouer la radicalisation à droite toute. En concurrence assumée avec le Front national, elle a fait sauter toutes les digues et quand ce ne sont pas les pulsions les plus basses qu'elle attise, c'est le vote réactionnaire qu'il faut qu'à tout prix qu'elle séduise. Ainsi, cette alliance avec ce « Tea party » à la française qu'est la Manif pour tous.

Les sondages, dont il faut toujours se méfier, indiquent que dans toutes les régions, le total des listes de gauche arrive en tête. C'est un argument pour l'unité. Une unité qui a fait ses preuves dans le passé, dans le bilan, et qui peut encore l'emporter sur un projet unitaire pour continuer à transformer nos territoires. L'implication de chaque militant compte car chaque voix de citoyen compte.

# LA GAUCHE AU SERVICE DU LOGEMENT

Lorsque Nicolas Sarkozy a conclu son quinquennat, la situation du logement était désastreuse : loyers en augmentation constante, panne de la construction, locataires à bout de souffle. Avec 3,6 millions de personnes concernées par le mal-logement selon la Fondation Abbé Pierre, le droit au logement n'était pas assuré et il fallait agir rapidement.

Les loyers avaient augmenté de plus de 50 % en 10 ans et rien n'avait été entrepris. Pour redonner du pouvoir d'achat aux locataires, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a commencé dès 2012 par faire encadrer l'augmentation des loyers à la relocation dans 38 agglomérations. L'encadrement des loyers, promesse de campagne, sera adopté ensuite dans le cadre de la loi ALUR (loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) et mis en place en août 2015 à Paris. D'autres villes comme Lille se préparent à sa mise en œuvre.

1,7 million de personnes attendent un logement social. François Hollande avait fait de la construction de logements sociaux un objectif prioritaire. Cela se traduira en premier par le vote d'une loi (relative à la mobilisation du foncier public) qui, pour faire du logement social, permettra la cession d'un terrain de l'Etat avec une décote, pouvant aller jusqu'à la gratuité. Le taux légal de logements sociaux sera porté à un objectif de 25 % d'ici 2025. Les pénalités payées par les communes hors-la-loi ont été multipliées par 5 et des mesures ont été prises pour obliger les maires

délinquants à construire des logements sociaux. Les préfets pourront désormais se substituer aux maires. Preuve que l'Etat est aux côtés du monde HLM, François Hollande s'est rendu en 2015 au congrès de l'Union sociale pour l'habitat, 26 ans après François Mitterrand. Il y a rappelé l'engagement financier de l'Etat comme la TVA à taux bonifié de 5,5 % et les exonérations de taxe foncière pendant 25 ans. Pour aider les étudiants, le plan 40 000 logements sociaux étudiants supplémentaires est un engagement fort du Président.

“  
LE TAUX LÉGAL DE  
LOGEMENTS SOCIAUX  
SERA PORTÉ À 25 %  
D'ICI 2025. LES  
PÉNALITÉS PAYÉES  
PAR LES COMMUNES  
HORS-LA-LOI ONT ÉTÉ  
MULTIPLIÉES PAR CINQ.”

Pour rénover les quartiers de la politique de la ville et amplifier l'action en faveur de la mixité sociale, un nouveau plan de renouvellement urbain de 20 milliards d'euros a été annoncé.

La Loi ALUR va revoir des points clés de la politique du logement. Elle met en place une Garantie Universelle des loyers (GUL). Elle améliore la prévention des expulsions grâce à l'identification rapide des locataires en difficulté. Un bail type et un mo-

dèle type d'état des lieux sont créés. Pour favoriser la colocation, un bail spécifique est établi. En zone tendue, le locataire peut bénéficier d'un préavis d'un mois pour quitter son logement. Elle permet une meilleure transparence sur les attributions de logements sociaux. La trêve hivernale est prolongée de 15 jours, jusqu'au 31 mars. Elle permet l'instauration d'un fonctionnement transparent des syndicats de copropriétés avec un renforcement de leur mise en concurrence. Elle rend possible une meilleure prévention et prise en charge de la dégradation des copropriétés. Elle développe l'habitat participatif en lui apportant un cadre juridique sécurisé. Elle renforce le rôle des intercommunalités en matière de conception et d'application des plans locaux d'urbanisme (PLU).

L'habitat durable est un engagement fort des socialistes. La rénovation énergétique des logements est à la fois un enjeu écologique, économique et social. L'objectif fixé par le Président est la rénovation de 500 000 logements par an à l'horizon 2017. Pour aider les ménages à y contribuer, le crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) permet de déduire jusqu'à 30 % de ses impôts sur des travaux de rénovation énergétique engagés. Le gouvernement a également mis en place l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) qui permet de financer des travaux améliorant la consommation énergétique des logements. Prévu jusqu'au 31 décembre 2015, il pourrait être prorogé. Un label national EcoQuartier a aussi été créé.

Enfin, le gouvernement utilise la fiscalité pour renforcer la production et favoriser l'acquisition de logements neufs aux ménages primo-accédant. Il offre un accès élargi au prêt à taux zéro et des délais de remboursement allongés, l'application d'un taux de TVA à 5,5 % pour les ménages modestes achetant un bien dans un quartier prioritaire. Il a mis en place un dispositif d'investissement locatif avantageux.

Depuis 2012, des lois ambitieuses ont été votées, des mesures fiscales ont été prises et le gouvernement a annoncé un volet habitat important dans la prochaine loi égalité citoyenneté.

## LA DROITE TOUJOURS RÉTIVE AU LOGEMENT SOCIAL

L'essentiel des communes réticentes à construire suffisamment de logements sociaux sont dirigées par des maires de droite. Lors du comité interministériel « égalité et citoyenneté », qui s'est tenu lundi 26 octobre aux Mureaux, le Premier ministre a présenté une liste de 36 villes qui se sont toujours montrées rétives à la création de logements sociaux que leur imposait la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) du 13 décembre 2000. Parmi elles, 24, sur les 36 sont dirigées par des partis de droite, essentiellement Les Républicains (16) mais aussi leurs acolytes UDI (2), Nouveau Centre (2) ou divers droite (3). Sans surprise on retrouve également Fréjus, ville conquise par le FN après une domination de droite, ou encore Yerres, la ville de Nicolas Dupont-Aignan. D'autres figures de la vie politique sont visées, notamment le maire de Maisons-Laffite (Yvelines), Jacques Myard (LR), la maire du Cannet (Alpes-Maritimes), Michèle Tabarot (LR), ou Jean-Christophe Fromentin (UDI), à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

## RÉPONDRE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS

Les 30 et 31 octobre, à l'initiative du Parti socialiste européen, du groupe Socialistes & Démocrates du Parlement européen, du Global Progressive Forum et du Forum social-démocrate arabe, une conférence s'est tenue à Beyrouth sur le thème de « *Travailler ensemble pour répondre à la crise des réfugiés* ».

Au nom du Parti socialiste, ont assisté à cet événement Jean-Marc Germain, SN chargé du Pôle Mondialisation/Régulation/Coopération, Rita Maalouf, SN aux droits de l'homme et à l'humanitaire ; Gilles Pargneaux, SN à la coopération nord-sud et eurodéputé est également intervenu en plénière.

La variété des interventions de responsables politiques européens et arabes, du gouvernement libanais mais aussi des agences onusiennes qui sont au front de l'accueil des réfugiés syriens et palestiniens, ont permis d'aborder les questions concrètes des besoins des populations civiles ayant fui à la guerre et subi d'importants traumatismes. La venue de ces populations n'est pas sans consé-

quence pour les pays hôtes, ce qui a pu être directement constaté par les participants à la conférence lors de visites organisées dans des camps de réfugiés.

Au Liban, en Jordanie et en Turquie, une part importante des ressources budgétaires est consacrée aux réfugiés, dont la présence massive constitue un lourd défi social et démographique pour des économies nationales fragiles. Des programmes européens ont été mis en place pour soutenir les réfugiés et les pays hôtes, mais ces outils institutionnels manquent de cohésion. Les eurodéputés progressistes tentent de résoudre le problème à travers notamment la révision de la Politique européenne de voisinage.

## UN PROBLÈME EUROPÉEN

Au regard du flux migratoire des Syriens et Irakiens rejoignant l'espace de l'Union européenne, notre famille progressiste euro-méditerranéenne s'est retrouvée dans le constat général que plus qu'une « *crise des réfugiés* », il s'agit surtout d'une « *crise européenne* ». Il

n'y a qu'à comparer les chiffres pour admettre combien paraissent dérisoires pour nos interlocuteurs de la rive sud de la Méditerranée les polémiques entre Etats membres sur la répartition des réfugiés.

Par rapport à 508 millions d'habitants au sein de l'UE, 800 000 réfugiés de tous pays ont rejoint l'espace européen entre janvier et septembre, sur 4,1 millions de réfugiés enregistrés pour la seule Syrie (sans compter les déplacés internes, 7,6 millions, inclus dans les 12,2 millions en besoin urgent d'aides humanitaires). A titre de comparaison, il y a 1,2 million de réfugiés syriens au Liban, ce qui représente l'équivalent d'un quart de la population libanaise, alors que ce pays traverse une crise politique et institutionnelle qui fragilise l'équilibre communautaire instauré pour la gestion du pays.

La conférence s'est achevée par l'adoption d'une déclaration remettant en avant que les valeurs de solidarité et de paix sont la base de l'Europe et des liens avec la rive sud de la Méditerranée que nous voulons.

## LA DROITE EUROPÉENNE AUSSI SE RADICALISE

Cela a commencé par la manière dont David Cameron a accueilli l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste en considérant que le nouveau chef de l'Opposition était « *une menace pour la sécurité nationale* ». Cela s'est poursuivi par l'autorisation donnée par Viktor Orban à ses forces de sécurité de faire feu si nécessaire sur les réfugiés. Puis, la contestation par la CSU de la politique favorable aux mêmes réfugiés prônée par Angela Merkel... Puis la victoire de la droite conservatrice en Pologne.

Deux temps forts de cette radicalisation sont bien sûr les suites des élections portugaises et le congrès du Parti populaire européen (PPE) dans lequel on retrouve la plupart de ces partis et dont le représentant français est le parti Républicain, qui en assure même la présidence.

La victoire de la droite portugaise est toute relative car le nombre de

députés de gauche (Parti socialiste, Bloc de gauche, communistes et écologistes) est majoritaire. Appuyé par plusieurs formations de gauche, le leader socialiste Antonio Costa a alors réussi à former une coalition sur la base du « *soutien sans participation* » de la gauche radicale et des communistes. Cette véritable coalition « *rouge rose verte* » qui disposait pourtant d'une solide majorité, a été refusée par le Président de la République, un conservateur zélé... Aujourd'hui, malgré ce coup de force, le gouvernement portugais peut tomber à tout moment.

## DISCOURS POPULISTE

Quant au PPE, il a pour ainsi dire fait la démonstration de sa radicalisation. Le discours d'Orban fut le plus dur. Même s'il est évident que le Premier ministre hongrois n'est pas le dirigeant le plus écouté, il fut le plus applaudi. Son discours ?

« *Il ne s'agit pas d'une crise des réfugiés, mais d'un mouvement combiné*

*de réfugiés économiques, de réfugiés et de combattants étrangers* ». « *La gauche est en faveur des migrants car elle importe de futurs électeurs de gauche, derrière le voile de l'humanisme. Ces gens attaquent nos valeurs fondamentales : famille, nation, subsidiarité, responsabilité* ». Joseph Daul, le président français du PPE n'a pas nécessairement réussi à faire primer une éthique démocrate-chrétienne dans son propre parti. Pas étonnant qu'avec ces discours, la « *cinquième colonne* » chère à Estrosi rencontre un certain succès à droite !

Et Sarkozy dans tout ça ? Si on en croit la presse, il n'est plus de bon ton de s'afficher au côté de l'ancien Président même quand on est un dirigeant de la droite européenne. Le leader français a prononcé un discours dont la teneur est « *la droite doit faire le sale boulot sinon ce sont les populistes qui le feront* ». C'est-à-dire, qu'il ne s'agit plus de représenter une alternative à la droite dure, mais de durcir la droite.

## Nos 9 propositions pour les régions



**Une carte régionale des transports facilitera les déplacements.** Elle permettra de se déplacer sur l'ensemble du territoire régional. La mobilité est un droit que nous voulons garantir.



**La gratuité des transports scolaires régionaux sera mise en œuvre** pour tous les scolaires à compter de 2017, année de transfert de la compétence des départements vers les régions.



**Les maisons de santé, où sont réunis plusieurs professionnels de santé seront généralisées** sur l'ensemble des territoires. L'accès à la santé de tous est un droit essentiel que nous devons garantir.



**Le budget de la culture sera maintenu.** Dans les collectivités où elle a exercé des responsabilités depuis deux ans, la droite baisse fortement les ressources pour les associations ou équipements artistiques et culturels. La culture et le pluralisme sont un droit que nous voulons garantir.



**Une garantie formation professionnelle sera assurée** pour tous les demandeurs d'emploi, les jeunes sortis du système scolaire sans qualification et les salariés en cours de reconversion.



**Des stages plus accessibles pour tous.** Nos régions s'impliqueront dans la lutte contre les inégalités qui surviennent dès la classe de troisième pour trouver un stage (contrats d'alternance, d'apprentissage). Elles mobiliseront l'ensemble des acteurs, Education nationale, entreprises, organismes de formation, départements et villes, pour garantir à tous le même droit d'accès aux stages.



**La rénovation de l'isolation dans les logements, pour faire des économies d'énergie** et réduire la facture de chauffage. Nos régions mettront en place des aides financières pour l'amélioration thermique et écologique des bâtiments.



**L'amélioration de la qualité de l'alimentation** (produits BIO, de saison, producteurs locaux) dans les cantines scolaires.



**Un plan anti-pollution pour lutter contre les gaz à effet de serre,** améliorer la qualité de l'air et de l'eau, pour préserver la santé de tous, et en particulier celle de nos enfants.